



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général Commun
Départemental**

<p>CAHIER DE CLAUSES PARTICULIÈRES COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS</p>
--

Marché relatif à la location, l'installation et la maintenance de fontaines à eau branchées sur le réseau d'eau et/ou bonbonnes d'eau pour la préfecture de Seine-et-Marne, les sous-préfectures de Torcy, Provins, Meaux et Fontainebleau ainsi que la Direction Départementale des Territoires (DDT), la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) et la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) et le Service Éducation et Sécurité Routière (SES).

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.1 – Forme du marché.....	3
1.2 – Décomposition des lots.....	3
1.3 – Nature.....	4
1.4 -Mode de passation :.....	4
ARTICLE 2 : DURÉE DU MARCHÉ.....	4
2.1 – Durée globale prévisionnelle des prestations.....	4
2.2 - Reconduction.....	4
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
3.1 - Pièces par priorité.....	4
3.2 - Pièces générales.....	5
ARTICLE 4 : MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	5
4.1 - Description des prestations.....	5
4.2- Description des sites.....	5
4.3 - Description technique pour l'ensemble des lots.....	6
ARTICLE 5: EXÉCUTION PRESTATIONS- DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES.....	6
5.1 - Hygiène.....	6
5.2 - La confidentialité.....	6
5.3 – Obligations relatives au fonctionnement de l'entreprise.....	6
5.4 - Spécificités liées aux fontaines sur réseau.....	7
5.5 - Entretien/Maintenance des fontaines à eau pour l'ensemble des lots.....	7
ARTICLE 6 : PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS.....	7
6.1 - Modalités de détermination du prix.....	7
6.2 - Contenu des prix.....	7
6.3 – Modalités de révision des prix.....	8
6.4- Clause de sauvegarde.....	8
6.5- Émission de bons de commande.....	8
6.6 – Modalités de règlement.....	8
6.7- Délai de mandatement.....	9
ARTICLE 7: PÉNALITÉS - RÉFACTION.....	9
7.1- Pénalité de retard et réfaction.....	10
7.2- Pénalités pour indisponibilité.....	10
7.3- Pénalités pour retard d'intervention lors des opérations de maintenance préventive.....	10
ARTICLE 8 : AVANCES.....	10
ARTICLE 9 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	10
ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE.....	11
ARTICLE 11 – CO-TRAITANCE.....	13
ARTICLE 12 : ASSURANCES.....	13
ARTICLE 13: OBLIGATIONS DU TITULAIRE RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE.....	13
ARTICLE 14 : RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE VIS-À-VIS DES INTERVENANTS.....	13
ARTICLE 15 : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	13
ARTICLE 16 : RÉSILIATION.....	14
ARTICLE 17: LITIGES.....	14
ARTICLE 18: INSTANCES EN CHARGE DES PROCÉDURES DE RECOURS.....	14
ARTICLE 19 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....	14

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières commun à tous les lots concernent la location, l'installation et la maintenance de fontaines à eau branchées sur le réseau d'eau et/ou bonbonnes d'eau pour la préfecture de Seine-et-Marne, les sous-préfectures de Torcy, Provins, Meaux et Fontainebleau ainsi que la Direction Départementale des Territoires (DDT), la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) et la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) et le Service Éducation et Sécurité Routière (SESAR).

1.1 – Forme du marché

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique. Il s'agit d'un marché à prix mixte comportant une part forfaitaire incluant la location, l'installation, la maintenance et la livraison des fontaines à eau et/ou bonbonnes d'eau. Les prix forfaitaires sont issus de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Il comprend également une part à commandes dont les prix sont issus du bordereau des prix unitaires (BPU). Cette part à commandes concerne l'achat de consommables (gobelets, poubelles à gobelets, des bonbonnes d'eau...), d'accessoires (filtres, flexibles, collecteurs de gobelets...) ainsi que la location, l'installation, la maintenance de fontaines supplémentaires qu'elles soient branchées sur le réseau ou à bonbonnes.

1.2 – Décomposition des lots

Le présent marché est composé de trois lots géographiques répartis de la façon suivante:

Lot 1 - Seine-et-Marne Nord, comprenant :

- La sous-préfecture de Meaux : 27, place de l'Europe 77100 MEAUX
- La sous-préfecture de Torcy : 7 rue Gérard Philippe 77200 TORCY
- La DDT : 2 rue des Trinitaires, 77000 MEAUX (adresse complémentaire face au 8 rue Gambetta 77124 Villenoy)
- La DDETS : Immeuble ANTARES 3 rue de la Galmy 77700 CHESSY

Lot 2 - Seine-et-Marne Sud, comprenant :

- La Préfecture de Seine-et-Marne répartie sur deux sites dont :
 - Préfecture de Seine-et-Marne : 12 rue des Saints Pères 77 000 MELUN
 - CERT : 20 quai Hippolyte Rossignol 77 000 MELUN
- La Sous-préfecture de Fontainebleau : 37 Rue Royale 77300 Fontainebleau
- La Sous-préfecture de Provins : 17 rue Sainte Croix 77160 PROVINS
- La DDT : 288 rue Georges Clemenceau 77000 Vaux-le-Pénil
- La DDETS : 20 quai Hippolyte Rossignol 77 000 MELUN
- La DDPP : 20 quai Hippolyte Rossignol 77 000 MELUN

Lot 3 - Les services de l'Éducation et de Sécurité Routière comprenant :

- Le centre d'examen de Cély-en-Bière : route de Cély 77 000 Cély-en-Bière
- Le centre d'examen de Lagny : 67 avenue Raymond Poincaré 77400 Lagny-sur-Marne
- Le centre d'examen de Vaux-le-Pénil : 319 avenue Georges Clemenceau, ZI Vaux-le-Pénil 77000 Vaux-le-Pénil.
- Le centre d'examen de Meaux : 5 chemin du moulin rouge, devant la subdivision de la Direction Départementale des Territoires 77124 Villenoy

Il est permis de soumettre une offre pour l'ensemble des lots, chaque lot étant indépendant et pouvant être attribué séparément. Les soumissionnaires peuvent donc soumettre une offre pour un seul lot ou pour tous les lots.

1.3 – Nature

Marché se référant aux stipulations du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes (CCAG-FCS).

1.4 -Mode de passation :

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles R2123-1-1° à R2123-7 et R2131-12 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 : DURÉE DU MARCHÉ

2.1 – Durée globale prévisionnelle des prestations

Chaque lot est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa notification.

2.2 - Reconduction

Chaque lot est reconductible tacitement par période de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Toute décision de non reconduction devra être signifiée au titulaire par courriel avec accusé de réception au minimum trois (3) mois avant la date de fin de validité de la période.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels et réglementaires énumérés ci-dessous :

3.1 - Pièces par priorité

Les pièces constitutives du présent marché, classés par ordre de prévalence, sont :

- L'acte d'engagement (AE) par lot
- Le CCP
- La DPGF, le BPU et le DQE de chaque lot
- Le cadre de réponse

NB : Aucune clause portée par les conditions générales de vente du titulaire ne peut être opposée au pouvoir Adjudicateur.

3.2 - Pièces générales

- Le cahier de clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021 est disponible sur le site <https://www.legifrance.gouv.fr/>
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlement, circulaires applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 4 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

4.1 - Description des prestations

Pour l'ensemble des sites, les prestations comprennent :

- la garantie totale (dépannage, pièces, main d'œuvre, déplacement et remplacement de la fontaine en cas de besoin);
- Le déplacement et la réinstallation des fontaines dans le cadre des travaux de restructuration des locaux, le cas échéant;
- La désinstallation desdites fontaines en cas de changement de titulaire et à ses frais.

4.2- Description des sites

Le titulaire de chaque lot devra mettre en place un service de location, installation et maintenance de fontaines à eau branchées sur le réseau et/ ou bonbonnes d'eau sur chacun des sites, selon la répartition et les sites suivants :

NB: Pour ce qui est relatif au site de la préfecture de Seine-et-Marne, un point d'eau est situé entre 20 et 25m de la fontaine et une prise électrique pourra être disponible à moins d'un mètre de la fontaine.

Lot 1 Seine-et-Marne Nord	Sites	Nombre de fontaines sur réseaux Et lieu d'implantation	Nombre de fontaines à bonbonnes
	Sous préfecture de Meaux	1 située au 3 ^e étage	essai
	Sous préfecture de Torcy	3 dont 2 au RDC et 1 au 1 ^{er} étage	Sans objet
	DDT Meaux	2	Sans objet
	DDETS	1	Sans objet

Lot 2 Seine-et-Marne Sud	SITES	Nombres de fontaines sur réseau	Nombre de fontaines à bonbonne
	Préfecture de Seine-et-Marne	9 dont située aux étages 1,2,3,4 ; 1 au RDC (Tisanerie), 1 au -1, 1 au RDC (bât B) ; 1 au RDJ (Bât H) et 1 à la cité administrative (CERT)	1 Située au RDC (accueil) Bâtiment H
	Sous préfecture de Fontainebleau	1 située dans le hall d'accueil	Sans objet
	Sous préfecture de Provins	2 dont l'une au RDC et l'autre au 1 ^{er} étage	Sans objet
	DDT Vaux-le-Pénil	8	Sans objet
	DPPP	1 (cité administrative, RDC Bâtiment A)	Sans objet
	DEETS Melun	4 sur le site de la cité administrative	Sans objet

Lot 3 SESR	SITES	Nombres de fontaines sur réseau	Nombre de fontaines à bonbonnes
	SESR	3 dont 1 sur chaque site excepté celui de Meaux	Sans objet

Concernant le lot 3, une nouvelle fontaine sur réseau devra être installée sur le site du centre d'examen de Meaux.

La location comprend l'installation des fontaines à eau branchées sur le réseau d'eau quelle que soit la distance entre le point d'eau et la fontaine.

4.3 - Description technique pour l'ensemble des lots

Les fontaines à eau sur réseau et/ou bonbonne d'eau doivent respecter les exigences suivantes:

- elles doivent être sur pieds ;
- chacune des fontaines doit être en mesure de procurer de l'eau froide, mais aussi de l'eau dite tempérée ;
- elles doivent disposer d'un bon débit ;
- comporter un circuit sans eau stagnante ;
- remplissage bouteille ou carafe apprécié.

ARTICLE 5: EXÉCUTION PRESTATIONS- DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1 - Hygiène

Le titulaire doit veiller à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

5.2 - La confidentialité

Le titulaire du marché, ses employés et éventuels sous-traitants s'engagent à ne pas divulguer sous quelque forme que ce soit, tout type d'informations, de documents, de renseignements dont ils ont eu connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Avant la prise d'effet du marché, chaque agent signe une clause de confidentialité, dont copie est transmise au titulaire du marché.

En cas de non-respect, les contrevenants s'exposent aux poursuites civiles et pénales prévues par la législation en vigueur.

5.3 – Obligations relatives au fonctionnement de l'entreprise

Le titulaire est tenu de notifier à la personne publique, les modifications survenues en cours d'exécution qui se rapportent :

- ✓ aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- ✓ à la forme de l'entreprise,
- ✓ à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- ✓ à son adresse ou à son siège social,
- ✓ à la liquidation de l'entreprise,
- ✓ et, plus généralement, toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise.

5.4 - Spécificités liées aux fontaines sur réseau

Emplacements :

L'administration s'engage à mettre à disposition du prestataire les emplacements au réseau d'eau public potable/ point d'eau et d'électricité des fontaines branchées sur le réseau.

A l'issue de l'installation des fontaines aux endroits définis, un test de fonctionnement est effectué en présence des deux parties cocontractantes.

Contrôle qualité :

Un contrôle qualité de l'eau sur les fontaines à eau sur réseau de potabilité de type D1 est prévu la première année et sera renouvelé en tant que de besoin au cours du marché sur décision de l'acheteur (paramètres et normes utilisés selon l'arrêté du 21 janvier 2010 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du Code de la santé publique).

5.5 - Entretien/Maintenance des fontaines à eau pour l'ensemble des lots

Le titulaire doit communiquer le planning des maintenances préventives au plus tard un mois après la notification du lot concerné pour la première période de validité. Pour les périodes suivantes, ce planning devra être transmis au plus tard un mois après chaque renouvellement tacite pour chaque lot.

Le titulaire devra effectuer 2 visites de nettoyage par an comprenant la désinfection de la fontaine, le détartrage et toute intervention pour dépannage sur des pièces défectueuses.

Le titulaire devra également changer le filtre aussi souvent que nécessaire et assurer le remplacement des pièces défectueuses, s'il y a lieu.

En cas de pannes, le titulaire devra intervenir sous 48 heures maximum à compter de la déclaration d'incident. Les prestations devront être exécutées selon les modalités précisées dans le présent CCP.

ARTICLE 6 : PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS

6.1 - Modalités de détermination du prix

Les prix sont établis hors T.V.A. Le mois M0 est celui indiqué en première page du règlement de consultation pour le dépôt des offres. Les prix du marché sont réputés établis selon les conditions économiques en vigueur à ce mois.

6.2 - Contenu des prix

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix du marché comprennent :

L'installation, la location et la livraison des fontaines à eau,

La maintenance des fontaines à eau,

Le remplacement des pièces défectueuses (fournitures et main d'œuvre comprises),

Les consommables.

Le titulaire s'engage à veiller en toutes circonstances à la qualité du service et des prestations proposées.

6.3 – Modalités de révision des prix

Les prix de la part forfaitaire et de la part à commandes sont révisibles annuellement selon la formule suivante :

« $P = P_o (0,125 + 0,60 \text{ ICHTrevTS/ICHTrevTS}_o + 0,275 \text{ FSD3/FSD3}_o)$ dans laquelle :

P = prix révisé HT P_o = prix initial HT

P_o = valeur de référence ou initiale.

- ICHTrevTS= dernier indice mensuel connu du coût du travail révisé, tous salariés (Commerce) à la date anniversaire du marché, publié sur le site de l'INSEE à l'adresse www.insee.fr

- ICHTrevTS_o= indice mensuel connu du coût du travail révisé, tous salariés, (Commerce) du mois m_0 , publié sur le site de l'INSEE à l'adresse www.insee.fr

FSD3 : dernier indice frais et services divers 3 connu à la date anniversaire du marché, publié sur le site de l'INSEE sur le site du Moniteur.

FSD3_o : indice frais et services divers 3 du mois m_0 , publié sur le site du Moniteur.

0,125 : Partie fixe (12,5% de P_o).

0,60 : Poids de l'évolution de ICHTrevTS/ICHTrevTS (60%).

0,275 : Poids de l'évolution de FSD3/FSD3 (27,5%).

6.4- Clause de sauvegarde

Si l'augmentation du prix excède 5 % après application de la formule de révision, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans préavis et sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité, par dérogation à l'article 38 du C.C.A.G./F.C.S.

6.5- Émission de bons de commande

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le titulaire dispose d'un délai de 24 heures ouvrées à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses observations, faute de quoi il sera forclos.

Selon ses besoins, et au moment où ils surviennent, le pouvoir adjudicateur demandera au titulaire l'exécution des prestations.

Chaque bon de commande devra inclure les informations suivantes:

- la référence du marché,
- le numéro d'engagement juridique, la désignation des prestations,
- le prix unitaire et les quantités demandées, le montant total hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC.

6.6 – Modalités de règlement

Les prestations des lots 1 et 2 sont financées sur le programme 354.

Les prestations du lot 3 sont financées sur le programme 207.

Les prestations régulières, prévues dans le forfait seront réglées trimestriellement après réception des factures.

Les factures sont payables à terme échu.

Le règlement s'effectuera par virement administratif effectué au profit du compte indiqué par le titulaire.

Outre les mentions légales, les factures devront comporter les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier,
- le numéro de SIRET,
- les références bancaires ou postales du compte à créditer (domiciliation, numéro de compte, code banque et code guichet),
- la date et le numéro d'engagement juridique,
- la mention du site de l'intervention,
- la prestation exécutée ou livrée,
- le montant hors taxe,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises

Les prestations issues du bordereau des prix unitaires seront réglées par bon de commande. Chaque facture devra se rapporter à un seul bon de commande. Les factures sont établies en un exemplaire et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal,
- La référence du présent marché,
- Le numéro d'engagement juridique,
- Les prestations exécutées, par référence aux prix du marché,
- Le montant total hors TVA,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises,
- La date d'établissement de la facture.

Les factures seront adressées à :

*Direction Régionale des Finances Publiques Ile de France SFACT 2 dépenses
16 rue Notre-Dame-des-Victoires
75081 Paris Cedex 2.*

par l'intermédiaire du portail de dématérialisation des factures : <https://www.chorus-pro.gouv.fr>

6.7- Délai de mandatement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'Administration, sauf en cas de suspension légale.

Le taux des intérêts moratoires est équivalent au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne lors de son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour du semestre civil durant lequel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

ARTICLE 7: PÉNALITÉS - RÉFACTION

Les pénalités sont nettes de TVA. Elles sont cumulables entre elles et ne pourront excéder 20% du marché notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes s'appliquent en cas de manquement du titulaire.

7.1- Pénalité de retard et réfaction

Tout retard dans la réalisation, la livraison des prestations dont les délais seront précisés dans le bon de commande ou encore dans l'intervention. En cas de pannes entraînera une pénalité de trois cent euros (300 €) par jour de retard.

Par application des dispositions de l'article 25.3 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations du marché ne présentent pas toutes les qualités requises mais peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Ces imperfections seront à la libre appréciation du pouvoir adjudicateur.

Le montant de cette réfaction sera arrêté par le pouvoir adjudicateur et ne sera notifié qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

7.2- Pénalités pour indisponibilité

Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment de l'administration et en dehors des travaux d'entretien préventifs, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux des travaux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui est incluse soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours au moment de l'incident.

Les pénalités s'appliquent lorsque les seuils ci-dessous sont dépassés :

- un jour (1) ouvré pour une maintenance sur site ;
- quinze (15) jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

Montant de la pénalité :

$$P = (V \times R) / 30$$

Sachant que V correspond au coût maintenance et R au nombre de jours de retard.

7.3- Pénalités pour retard d'intervention lors des opérations de maintenance préventive

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, tout retard d'intervention par rapport au planning annuel transmis conformément à l'article 5.5 du présent CCP pourra être sanctionné par une pénalité journalière de cinquante (50) euros hors taxes par jour ouvré de retard et par site d'intervention.

ARTICLE 8 : AVANCES

Le présent marché ne donne pas lieu à une avance.

ARTICLE 9 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, en raison de sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter la prestation par un tiers. Le titulaire résilié ne peut, ni directement ni indirectement, participer à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il est toutefois tenu de fournir toutes les informations et les moyens qu'il a recueillis et mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché, nécessaires à l'accomplissement de celui-ci par le tiers désigné.

L'augmentation des dépenses, comparée aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge de ce dernier. En revanche, toute diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le pouvoir adjudicateur dispose également de cette possibilité dans les cas suivants:

- ✓ Mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception pour remédier à des défaillances constatées dans l'exécution des obligations du titulaire, sans réponse dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la notification ;
- ✓ Résiliation de bons de commande prononcée aux torts du titulaire, à condition que la décision de résiliation mentionne expressément le recours à ce procédé.

ARTICLE 10 - SOUS-TRAITANCE

Acceptation des sous-traitants et agréments des conditions de paiement

Le titulaire est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines prestations de service liées au présent marché, à condition d'avoir obtenu l'acceptation préalable de chaque sous-traitant par le pouvoir adjudicateur, ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement.

L'acceptation et l'agrément d'un sous-traitant impliquent obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations dont le montant dépasse 600,00 euros TTC.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement peuvent intervenir lors du dépôt de l'offre ou en cours de marché, conformément aux modalités prévues à l'article R2193-1 du décret 2018-1075 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG/FCS applicable.

Déclaration de sous-traitance au moment du dépôt de l'offre :

Si la demande de sous-traitance est effectuée au moment du dépôt de l'offre, l'acceptation et l'agrément sont formalisés dans l'annexe 2 de l'«acte d'engagement», qui doit inclure les informations suivantes:

- ✓ La nature des prestations sous-traitées;
- ✓ Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé;
- ✓ Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant;
- ✓ Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix;
- ✓ La date (ou le mois) d'établissement des prix ;
- ✓ Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses;
- ✓ La déclaration du sous-traitant détaillant ses capacités professionnelles et financières (formulaire DC2 ou document libre);
- ✓ Une déclaration du sous-traitant certifiant qu'il n'est pas frappé d'une interdiction d'accéder aux marchés publics;
- ✓ Une attestation sur l'honneur (ou une photocopie certifiée conforme à l'original par une personne habilitée à engager l'entreprise) attestant que le candidat a rempli ses obligations en matière d'impôts, taxes et cotisations sociales;
- ✓ Le compte bancaire à créditer.

Le sous-traitant ne sera définitivement accepté qu'à la condition de fournir les documents et pièces requis à l'article R2143-3 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution du marché :

Afin d'obtenir l'acceptation du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement, le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, un acte spécial dûment rempli, accompagné des documents suivants:

- ✓ La déclaration du sous-traitant détaillant ses capacités professionnelles et financières (formulaire DC4 ou document libre);
- ✓ Une déclaration du sous-traitant certifiant qu'il n'est pas frappé d'une interdiction d'accéder aux marchés publics;
- ✓ Les attestations fiscales et sociales, émises par les administrations et organismes compétents, attestant d'une situation au 31 décembre 2024, dûment certifiées conformes par une personne habilitée à engager l'entreprise;
- ✓ Les attestations d'assurances en cours de validité du sous-traitant;
- ✓ Le compte bancaire à créditer.

En outre, le titulaire doit prouver qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances liées au marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément aux dispositions de l'article R2193-6 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, en présentant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

En cas de cession ou de nantissement de créances, le titulaire est tenu d'obtenir la modification de l'exemplaire unique, conformément à l'article R2193-8 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Si l'exemplaire unique a été cédé dans le cadre d'un nantissement et ne peut être restitué, le titulaire doit fournir la justification suivante:

- ✓ Soit que le montant du nantissement du marché ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée;
- ✓ Soit que le montant du nantissement a été réduit afin de satisfaire cette condition.

Cette justification doit provenir d'une attestation du comptable assignataire indiquant le montant initialement notifié ou signifié dans l'acte de nantissement, ainsi que les variations de ce montant résultant des notifications ou significations ultérieurement traitées dans le cadre du même marché.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur pendant vingt-et-un (21) jours à compter de la réception de l'intégralité des documents précités vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Communication de renseignement inexacts ou sous- traitance occulte

Le titulaire qui fournit sciemment des renseignements inexacts, que ce soit dans sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement prévues dans le contrat de sous-traitance ou dans le document constatant cette acceptation et cet agrément, s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

Toute sous-traitance occulte pourra également être sanctionnée par la résiliation du marché, aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

ARTICLE 11 – CO-TRAITANCE

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement pour l'exécution des obligations contractuelles envers le pouvoir adjudicateur, et ce, jusqu'à l'expiration du délai de garantie, moment où ces obligations prennent fin.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

Le titulaire est tenu de fournir les polices et attestations d'assurance démontrant que son entreprise est couverte pour les responsabilités découlant de son activité spécifique dans les bâtiments, en particulier:

- Les risques de dommages causés aux installations, aux matériels, aux bâtiments les contenant, ainsi qu'aux personnes, notamment par l'eau, la vapeur et tout autre risque lié aux installations ;
- Les risques de responsabilité civile.

Ces attestations d'assurance doivent être communiquées par le titulaire au plus tard dans le mois suivant la date de renouvellement de ses polices d'assurance.

En outre, le titulaire doit informer l'administration de toute modification concernant ses qualifications ou ses polices d'assurance.

Toute déclaration inexacte pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique.

Si le candidat retenu est un groupement solidaire, la demande de l'administration sera adressée au mandataire du groupement qui devra présenter, dans le délai indiqué ci-dessus, les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 13: OBLIGATIONS DU TITULAIRE RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations et/ou fournitures nécessaires à l'exécution du présent marché seront réalisées par des salariés employés régulièrement, conformément à la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur, notamment les articles L1221-10 et suivants, L3243-1 et suivants, et R3243-3 et suivants du Code du travail.

En cas de recours avéré au travail dissimulé, la personne publique peut résilier le marché sans indemnité, sous réserve que le titulaire n'ait pas rectifié la situation dans un délai de huit jours après mise en demeure, ou n'ait pas fourni d'explications prouvant l'absence de travail dissimulé.

ARTICLE 14 : RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE VIS-À-VIS DES INTERVENANTS

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement prise en charge par le titulaire.

ARTICLE 15 : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le titulaire s'engage (annexe 2 au présent CCP) à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, à savoir le règlement général sur la protection des données (RGPD).

ARTICLE 16 : RÉSILIATION

Le présent marché pourra être résilié à tout moment pour les motifs suivants :

- ✓ Non-respect des clauses de sécurité;
- ✓ Motif d'intérêt général;
- ✓ Non-respect des garanties et engagements exigés conformément aux textes en vigueur.

Pour chacun de ces motifs, la résiliation sera assortie d'un préavis de trois mois. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité, par dérogation aux articles 41 et 42 du CCAG/FCS.

Dans tous les cas de résiliation, le titulaire reste tenu d'exécuter les prestations en cours.

ARTICLE 17: LITIGES

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable pour tout différend éventuel concernant l'interprétation des stipulations du marché ou l'exécution des prestations, avant de saisir la juridiction compétente.

Il est expressément convenu qu'un désaccord entre les parties sur l'origine d'une intervention du titulaire ne pourra en aucun cas empêcher la réalisation des prestations par celui-ci.

Dans ce cas, si le titulaire le juge nécessaire, il pourra formuler une réclamation auprès du responsable du site concerné.

ARTICLE 18: INSTANCES EN CHARGE DES PROCÉDURES DE RECOURS

Le tribunal compétent pour les procédures de recours est le Tribunal administratif de Melun, situé au 43 rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

ARTICLE 19 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 6.4 du CCP déroge à l'article 38 du CCAG/FCS

L'article 6.5 du CCP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS

L'article 7 du CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS

L'article 7.3 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS